

Les accords de Marcoussis contiennent des éléments permettant de dépasser la crise

Article rédigé par *Abidjan, agence Fides*, le 07 février 2003

Les manifestations sont désormais quotidiennes contre les accords de Marcoussis signés le 24 janvier dernier en France par le gouvernement et les rebelles, pour mettre fin à la guerre civile en Côte-d'Ivoire.

" Hier, les syndicats sont descendus dans la rue avec des milliers de travailleurs " déclare une source locale contactée par la l'Agence Fides. " Aujourd'hui, c'est le tour des handicapés ; désormais, toutes les catégories sociales manifestent pour que soient rejetés les accords entre le gouvernement et les rebelles. Il s'agit de manifestations organisées, et pas spontanées, étant donné que les manifestants sont bien encadrés, portent des banderoles et crient des slogans préparés d'avance. L'impression qui ressort est que le gouvernement joue et mise sur la rue, pour affirmer ensuite qu'il est contraint de rejeter les accords de Marcoussis à cause des protestations des citoyens. Le président Laurent Gbagbo en effet ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, et il attend probablement les derniers développements pour adresser un discours à la Nation. "

La communauté internationale cherche à présent de renégocier les accords de Marcoussis, mais il s'agit d'une tâche difficile, et l'on risque de prolonger à l'infini les temps de la crise.

Comme l'Agence Fides l'a déclaré à plusieurs reprises, la protestation a commencé avec la composition du gouvernement d'unité nationale, qui attribue les ministères de la Défense et de l'Intérieur aux rebelles. " Malheureusement, on risque de jeter l'enfant avec l'eau sale ", déclare la source de l'Agence Fides, " car les accords de Marcoussis contiennent des éléments permettant de dépasser la crise et qui doivent être appliqués. On devrait concentrer l'attention en revanche sur la composition du gouvernement d'unité nationale, en faisant participer toutes les parties à une vaste confrontation, et ne pas négocier l'attribution des ministères par des manœuvres de couloir peu transparentes. " (L.M.)

© Agence Fides

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>